

Ni réforme, ni changement : cette stratégie de la couardise des politiques face à la loi Macron

Les réseaux d'entrepreneurs, avec qui nous nous sommes mobilisés cette semaine sur l'actionnariat salarié, soulignent à quel point la réforme est souhaitée par les Français mais pas par leurs représentants.

Avec Denis Jacquet

Cette semaine nous avons été assaillis par une actualité occupée par deux poids lourds du gouvernement. Les stars du combat de catch contre l'adversité. **A ma droite, 1.73m, Emmanuel Macron**, costume de lumière, œil de velours, sourire souvent bien accroché, ciblé par des illogiques de droite et des dinosaures de gauche.

Attaqué de chaque côté, par tous ceux qui contestent la réforme. Les faux prétextes n'ont pas manqué à droite. Le « trop », « fourre tout », « illisible », revenait sans cesse, faute de mieux, servant opportunément d'excuse à une partie de la droite qui estimait qu'il était assez désagréable de voir un ministre de gauche, aussi libéral soit-il, réaliser des tentatives de réformes qu'elle n'avait pas eu le courage de faire.

Le « ne changeons rien, tout va bien », « ne détricotons pas », était plus le fait d'une partie de la gauche, elle même scindée en 2 parties. Une partie, composée des « égéries aigries », de type Rabaut ou Berger, qui faute de n'avoir eu leur place au gouvernement, ont décidé de s'opposer à tout ce qui pouvait en être issu. Et une autre, issue d'une autre époque, située entre le paléolithique et la commune, et qui souhaite y finir ses jours, sans des secousses qui perturbent son confort quotidien. La gauche « Zola » pour qui parler de « travailler plus » ou distribuer des actions gratuites, est une offrande insupportable à ces capitalistes obsédés par la consommation.

Je n'aimerais pas être Emmanuel Macron, qui gère cela avec une patience, que nous, entrepreneurs, trouvons remarquable. Tout autour de moi, les réseaux contactés, avec qui nous nous sommes mobilisés cette semaine sur l'actionnariat salarié, me font remarquer à quel point la réforme est souhaitée par les Français, mais pas par leurs représentants. Enfermés dans leur bulle, ces députés criminels, hostiles par principe au changement, ne voient pas que la base, les gueux, les Français, salariés ou entrepreneurs, sont en train de les reléguer au rang de chantier de construction.

La politique du « ni ni » n'est pas une stratégie, si ce n'est celle de la couardise. La stratégie « ponce pilate » qui se lave les mains sur la France. Ni réforme, ni changement. Laissez-nous dormir, semblent-ils crier au peuple français. Remarquons que cette stratégie leur permettra à coup sûr de dormir tranquille, tant le FN les poussera prématurément à la retraite en leur volant leur place, lentement mais sûrement. Car c'est la lâcheté de nos politiques qui fait le lit de cette Marine, qui veut nous repeindre en bleu. Comme la mer peut-être. Mais avec le mal de mer et la nausée qui y est associée.

Le travail du dimanche est maintenant sur la table. Abandonné à la décision des Maires ! Aux politiques. A ces hommes et femmes, dont à peine 2.5% savent ce que travailleur veut dire. Moins de 3% de nos représentants proviennent du monde économique, et font l'économie de la réflexion sur les besoins d'une économie qui aurait besoin d'une petite injection de croissance, d'une protéine, malheureusement pour eux, plus favorable au muscle qu'à la couche graisseuse.

Des milliers de salariés frustrés qu'on leur explique, que le fait de ne pas pouvoir améliorer leurs revenus est bon pour la lutte contre le consumérisme, vont finir par voter contre la lâcheté et l'utopie, la bêtise et le dogmatisme, pour le premier populiste passant sous leurs fenêtres, qui leur promettra de le faire à leur place. Est-ce cela que nous voulons pour les Français, pour notre pays ? De bonnes réformes, faites par les mauvaises personnes, pour d'abominables raisons ? Avez-vous entendu comme moi, ce député frondeur, complice de cette ridicule assemblée de révolutionnaires de bac à sable, qui dogmatisent depuis le restaurant de l'assemblée, autour d'une entrecôte subventionnée par nos impôts, doté d'une retraite qu'un simple mandat leur permet d'assurer, qui indiquait sans complexe « qu'à l'issue de cette période d'unité nationale, tout ce que nous avons à offrir aux français c'est le travail le dimanche » !! Vous ne rêvez pas, ils sont prêts à toutes les audaces, tant qu'elles s'arrêtent au vocabulaire. Mais surtout pas aux réformes.

Et puis à ma gauche, il y avait François Rebsamen. Et les mesures contre le chômage de longue durée. Là, nous avons malheureusement assisté à un grand numéro d'équilibriste. Mais surtout de mime. Il y avait plus de geste que de contenu

dans ces annonces. Nous pensons qu'il aurait dû en faire l'économie. Venir avec si peu de biscuit devant le zoo médiatique et politique, c'était attiser à tous coups, la fureur et les moqueries des grands fauves, qui attendaient tous dans leur cage dorée, à droite, comme à gauche, l'ambulance, pour mieux lui tirer dessus.

C'est la fin d'une époque. Une époque qui a permis aux David Copperfield (ou Majax pour faire made in France) de la politique, de nous faire croire pendant 3 décennies, que c'est l'Etat qui crée l'emploi. Qui le fabrique. En utilisant l'argent public pour orienter la politique pour l'emploi et inciter les entreprises à mieux faire leur métier. Qui est, comme chacun le sait, d'embaucher. Une entreprise ne se crée pas, selon eux, pour réussir un projet économique, mais pour créer des emplois. Selon eux le matin, l'entrepreneur se lève avec cette question angoissante « combien d'emplois vais-je créer aujourd'hui » et en aucun cas « combien de ventes vais-je réaliser cette semaine ? ». Ce serait trop vulgaire. Vendre !! Ridicule. Ca ne sert à rien de vendre. C'est comme travailler le dimanche.

Et l'argent public, ne peut donc servir les entreprises à vendre. Sinon cela risquerait de faire de la croissance. Dangereux la croissance ! Ca pousse au travail et à l'adaptation. Pas bon cela, pour un politique. Petit détail néanmoins, mais insignifiant me direz vous, l'argent public n'est rien d'autre que l'argent privé qu'on a volé aux citoyens pour les gouverner et leur expliquer à quel point on est gentil de leur redonner, après une légère ponction au profit du déficit public et au train de vie de l'état, moyennant un mode d'emploi à respecter à la lettre. Une lettre qui se transforme en codes et les codes en bibliothèques à normes.

C'est donc la fin d'une époque. L'Etat est pris en flagrant délit d'impuissance devant le chômage. Il ne peut plus donner le change. Et malheureusement c'est tombé sur un François Rebsamen pourtant emplis de bonnes intentions (il a lancé le débat sur les seuils sociaux, lancé le débat sur le chômage des seniors, pour la première fois en 20 ans). Dommage mais il fallait que cela tombe sur quelqu'un. Le mistigri finit toujours entre les mains d'un joueur, car son nombre est fini. Les mesures étaient d'un vide abyssal, mais le Ministre n'est que le dépositaire malheureux du désarroi légué par 20 années de mensonges d'Etat. Nous tenterons, nous entrepreneurs, de faire savoir que des solutions existent. Celles qui consistent à faire des PME le fer de lance de l'emploi en France. C'est notre seule chance. Mais elle va demander une révolution des esprits. Bien différente donc de la petite rébellion des petits frondeurs ! Une grande révolution. A suivre lundi prochain. C'est le début de ma tribune à épisode. L'américanisation de la société.